



Conseil communautaire du 15 octobre 2009

VŒU SUR LA CRISE LAITIÈRE

Le Conseil Communautaire du 2 juillet 2009 avait apporté son soutien aux producteurs laitiers. Il rappelait le poids essentiel de cette production pour notre territoire : 315 professionnels, 53% des exploitations agricoles, plus de 90 millions de litres de lait produits annuellement, pour un chiffre d'affaire estimé de 26 millions d'euros. Les élus communautaires soulignaient l'urgence d'une régulation efficace de cette production.

La responsabilité du gouvernement dans cette crise est grande, car c'est bien l'application de la Loi de Modernisation de l'Economie, qui a fait voler en éclat l'accord national sur le prix du lait. De même, la France est restée inerte quand la commissaire européenne à l'Agriculture a proposé, au cours de la présidence française de l'Union Européenne, de précipiter la fin des quotas, en contradiction avec tous les calendriers annoncés précédemment.

L'été est passé, la crise est restée.

Le 5 octobre dernier, à la demande des producteurs, les mairies des 16 communes du Pays de Quimperlé ont fermé leurs portes au public. Les élus locaux entendaient ainsi marquer leur soutien aux producteurs de lait à l'occasion de la table-ronde des ministres européens de l'agriculture. Ils souhaitaient aussi démontrer que la question du lait n'était pas une simple question professionnelle, mais bien une question d'aménagement du territoire breton. En Bretagne, le lait structure les paysages et irrigue nos industries agro-alimentaires. L'enjeu est donc majeur en terme d'emplois directs, comme d'emplois indirects dans l'agro-alimentaire.

Sans nourrir d'espoirs démesurés, les professionnels attendaient une annonce porteuse d'avenir au sortir de cette réunion des ministres du 5 octobre à Bruxelles, le Ministre de l'Agriculture semblant avoir pris la mesure de l'urgence.

Pourtant, les mois d'actions intenses en France et en Europe ont trouvé, comme

seul écho, la création d'un groupe d'experts ! Les réponses aux attentes légitimes des producteurs laitiers, sont reportées à une date lointaine voire simplement abandonnées. La contractualisation combattue en France pourrait revenir par la fenêtre européenne.

Ces réponses relèvent du mépris envers les producteurs de lait dont le désespoir croît en même temps que la pile de factures impayées.

- Le Conseil Communautaire, réunit ce 15 octobre 2009 à Bannalec, demande instamment au Président de la République de prendre conscience de l'enjeu d'une régulation pertinente pour sauver notre agriculture. Il souhaite que tout soit fait pour soutenir rapidement les agriculteurs et leur permettre de vivre décemment de leur travail.
- Le Conseil Communautaire renouvelle son plein et entier soutien aux agriculteurs et à leurs actions pacifiques.